

Morts pour la Constitution

Congo-Brazzaville Le pouvoir avait interdit toute manifestation de protestation. En vain.

Trois personnes au moins ont été tuées, selon Reuters, et huit blessées (dont six grièvement) mardi à Brazzaville, selon l'AFP, lors de heurts entre forces de l'ordre et opposants au projet de révision de la Constitution. Ce dernier est destiné à permettre au président Denis Sassou-Nguesso – qui cumule trente et une années au pouvoir – de briguer un nouveau mandat en 2016.

Trop souvent Président et trop vieux

La Constitution en cours interdit à toute personne de plus de 70 ans d'être candidat à la présidence. M. Sassou-Nguesso a 71 ans.

La loi fondamentale limite en outre à deux le nombre de mandats présidentiels. L'ex-officier a dirigé le pays sous parti unique, de 1979 à 1992, durant la dictature militaire. Il avait été défait aux élections multipartites de 1992, au profit de Pascal Lissouba – qu'il renversera en 1997, avec l'appui de l'armée angolaise et de mercenaires rwandais issus des génocidaires, ce qui ouvrira une guerre civile.

En 2002, il avait fait adopter une nouvelle Constitution, celle en vigueur aujourd'hui, et organisé la présidentielle – dont se retirera le seul opposant connu, laissant Sassou se maintenir au pouvoir. Ce dernier sera réélu en 2009, dès le premier tour, avec des listes électorales non renouvelées depuis 2002, dans l'indifférence générale.

Référendum constitutionnel dimanche

Le projet de modification constitutionnelle vise à faire sauter les deux verrous qui empêchent Denis Sassou-Nguesso de se représenter, ainsi qu'un raccourcissement du mandat de sept à cinq ans. Il sera soumis à référendum dimanche prochain, mais les autorités ont interdit toute réunion publique à l'approche du vote, après que, brandissant des calicots "Le Congo n'est pas la propriété des Nguesso" ou "Sassoufit", des milliers de manifestants eurent protesté le mois dernier.

Mardi matin, l'Internet mobile – le seul à la portée financière du Congolais moyen – les SMS et les programmes de Radio France internationale étaient coupés, tandis que les forces de l'ordre étaient déployées, principalement dans les quartiers sud de Brazzaville, bastion de l'opposition. Ils abritent principalement des ethnies originaires du sud du pays; M. Sassou-Nguesso est nordiste.

Toute la journée, la police et la gendarmerie ont tiré en l'air pour disperser les groupes de manifestants qui se formaient et brûlaient des pneus, tandis que la plupart des commerces, écoles et administrations étaient fermés malgré les exhortations des autorités à aller travailler. Dans l'après-midi, des heurts ont fini par se produire, les manifestants ne se laissant pas décourager par le déploiement de force. Selon des témoins interrogés par les agences de presse, les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les protestataires.

Selon l'AFP, la situation était identique mardi à Pointe-Noire, capitale économique – et pétrolière – du pays, dans le sud. Une manifestation y avait eu lieu samedi dernier.

MFC (avec AFP et Reuters)